

L'ancien patron d'EDF, Henri Proglío, étrille la politique énergétique de Macron

écrit par Monique B | 26 juin 2025



Henri Proglío lors de son audition à l'Assemblée nationale pour un commission d'enquête sur la perte de souveraineté énergétique de la

L'ancien patron d'EDF, Henri Proglio, étrille la politique énergétique de Macron

Rejetée sèchement par l'Assemblée nationale, la loi Gremillet ravive le débat sur l'avenir énergétique français. Henri Proglio, ancien PDG d'EDF, fustige la programmation macroniste et dessine les bases d'un modèle énergétique compétitif, en rupture avec l'Europe. Publié le 25 juin 2025 à 15h30 Rédigé par [Ludovic Laplace](#)

Le 24 juin, la proposition de loi Gremillet a été rejetée à l'Assemblée nationale. Conçue pour encadrer la Programmation pluriannuelle de l'énergie, elle avait été le fruit d'une intense bataille des députés du RN pour y inscrire les grandes lignes de leur programme : moratoire sur les installations solaire et éolienne, réouverture de la centrale de Fessenheim, relance massive du nucléaire et sortie de la tarification européenne de l'électricité. Voir article de RR [ici](#))

Les macronistes et le centre, mécontents de la tournure du débat, ont décidé de mêler leurs voix à celles de la gauche pour enterrer le texte. De leur côté, les députés LR se sont abstenus, malgré le fait que plusieurs des mesures introduites étaient issues d'amendements de leur groupe, passés grâce à l'appui massif des troupes lepénistes. Devant cet acte manqué, Henri Proglio a décidé de prendre la parole pour attaquer la stratégie gouvernementale, fort de son expérience à la tête du mastodonte de l'électricité.

Un plaidoyer pour une stratégie énergétique souverainiste

Dans son intervention devant la presse économique, Henri Proglio a donné le ton. Pour lui, l'architecture actuelle du marché de l'électricité est « *une usine à gaz bruxelloise* » qui « *transforme une ressource nationale en simple marchandise* », soumise aux « *fluctuations spéculatives* » du continent. Il ne mâche pas ses mots : « *Il faut sortir la France du marché européen de l'énergie* » et « *revenir à un système intégré d'EDF, avec un prix national et un prix pour l'export* », à l'image du modèle espagnol, « *qui protège mieux ses consommateurs* ». Ce choix lui semble indispensable pour garantir à la fois la stabilité des approvisionnements et la maîtrise des tarifs imposés aux ménages français.

Sur le nucléaire, Proglio développe une position qui détonne, en enterrant le programme EPR. Il qualifie l'EPR de Flamanville de « *modèle inconstructible* » et pointe les « *dizaines de milliards et les années de retard* » accumulées, jugeant que ce réacteur de 1 600 MW n'est « *ni techniquement abouti, ni économiquement viable* ». En effet, alors que le nucléaire historique, de capacité plus modeste, affiche une facture d'environ 60€ par mégawatt, les derniers nés de la filière explosent à 120 €. Du simple au double.

Il plaide au contraire pour des réacteurs de taille moyenne, d'environ 1 000 MW, qu'il juge « *plus faciles à construire, moins chers et mieux exportables* ». Et pour ne pas créer de rupture dans la production, l'ancien patron estime faisable de « *prolonger les réacteurs actuels vingt ans de plus* » afin de « *donner du temps à EDF de concevoir et construire cette nouvelle génération de réacteurs* ».

Des énergies vertes coûteuses et instables

Quant aux renouvelables, son diagnostic est sans appel : les subventions pèsent lourdement sur la facture des ménages et créent « *un effet ciseaux entre subventions élevées et coûts de réseau croissants* ». Il estime que les parcs éoliens, en raison d'« *injections erratiques* », génèrent « *un chaos tarifaire* », tandis que les vastes fermes photovoltaïques « *grignotent des terres agricoles* » sans garantir une production régulière.

Pour Proglío, ce pari du renouvelable relèvent davantage d'« *une idéologie que d'une stratégie économique ou industrielle* », et demande un moratoire le temps de repenser leur place dans le mix énergétique national. L'expert en énergie défend donc un changement de modèle radical, basé sur un programme nucléaire repensé placé au cœur d'une stratégie de compétitivité libérée du cadre européen.

Une proximité idéologique assumée avec le RN

Proglío n'hésite pas à viser directement le chef de l'État, accusant Emmanuel Macron d'avoir « *sacrifié le nucléaire alors que sa compétitivité est un élément clé de notre économie* » et affirmant qu'il « *n'a aucune vision* » en matière énergétique. Son appel au moratoire sur les renouvelables, à la relance du nucléaire historique et à la sortie du marché européen de l'électricité rejoint en filigrane les propositions défendues à l'Assemblée par Jean-Philippe Tanguy et Marine Le Pen. Bien que l'ancien PDG d'EDF assure n'avoir « *jamais rencontré Jordan Bardella* », il reconnaît volontiers « *parler avec tout le monde* » et avoir déjà « *échangé à plusieurs reprises* » avec Marine Le Pen ces dernières années.

[Frontières](#)